

La réforme des lycées, la refonte générale des filières (et du bac), des diplômes et de la carte des formations, traduisent la volonté de soumettre le système éducatif aux exigences du patronat. Avec ces réformes le gouvernement et le patronat veulent faire payer au public et aux parents la formation, tout en mettant le choix des contenus de plus en plus sous la coupe des patrons locaux, et ce, par le biais de la dénationalisation des contenus.

Les Régions, nos élus, ont œuvré pour bâtir de nombreux lycées et offrir de bonnes conditions d'études aux élèves.

Mais dans une période cruciale pour le devenir du service public de l'éducation nationale, alors même que les Régions sont de plus en plus sollicitées pour financer des structures privées, **nous voulons engager les Régions dans une riposte sans précédent pour :**

Refuser les réformes en cours et le désengagement de l'Etat

en ce qui concerne la dépense pour la formation. Cela implique le refus de toute nouvelle décentralisation que l'on peut craindre avec la réforme simultanée des collectivités et du lycée : non à la concentration future des filières entre établissements (davantage de trajets et d'élèves par classe, suppressions d'options, moindre mixité sociale), à la décentralisation d'une partie des personnels (dans l'esprit « si vous voulez des options rares, vos élus n'ont qu'à payer ») induisant les inégalités d'accès aux formations et de conditions d'études selon les territoires si les enseignants ne sont plus fonctionnaires d'État.

Défendre au cœur des institutions et collectivités la logique de service public et porter les exigences d'une réforme alternative de l'enseignement secondaire

(nouveaux programmes pour un bac conservant son caractère national donc sa reconnaissance égale entre les territoires et devant tous les employeurs, démocratisation, récréation et relance de la formation des enseignants, devenir des lycées pro et de la formation continue...). Cette réforme est du ressort de l'État, qu'il faut porter dans une perspective d'ensemble de « **Nouveau Plan Langevin-Wallon du XXI^e siècle** », pour articuler la réforme progressiste du lycée avec celle de la maternelle jusqu'à la formation professionnelle et à l'université.

Concentrer les moyens sur le service public et laïque.

S'engager pour le maintien et l'amélioration de constructions de qualité pour les lycées sous la responsabilité des régions, et en opposition aux PPP (partenariats publics privés).

Une carte des formations concertée pour mieux articuler réalités locales (densité de la population, etc.) et exigences d'égalité sur le territoire national, pour former des citoyens et des travailleurs en leur permettant de développer des capacités de réflexion grâce aux études, et non pas en les soumettant aux exigences à court terme du patronat qui seront rapidement dépassées.

Relancer la logique de la carte scolaire dans une optique d'assurer les meilleures conditions d'études dans chaque établissement avec des filières suffisamment présentes pour éviter trop de trajets et pour permettre donc un réel choix éclairé de chaque élève.

La formation initiale et continue des enseignants est une nécessité pour améliorer l'école quand on doit enseigner les savoirs qui sont toujours plus complexes et renouvelés dans notre société. Stop à son démantèlement, l'État doit assumer ses responsabilités au lieu de créer la pénurie et le recrutement des contractuels non formés à l'enseignement.

Des dispositifs d'aides (transports, restauration scolaires....) harmonisés par le haut.

Opposition à la privatisation des services (garantir la qualité des emplois des TOS tout en se battant pour leur reprise en charge par l'État)